



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 01/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MOREUIL DISTRIBUTION

Zone d'activités de Mâcon-Loché
57, rue Mâcon-Chaintré
71000 Mâcon

Références : LW/LW/2022/M_191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2022 dans l'établissement MOREUIL DISTRIBUTION implanté Zone d'activités de Mâcon-Loché 57, rue Mâcon-Chaintré 71000 Mâcon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le risque d'incendie. L'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la Dreal Bourgogne-Franche-Comté a déployé cette action, du 30 mai au 30 juin 2022, spécifiquement sur la maîtrise du risque d'incendie à la source.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MOREUIL DISTRIBUTION
- Zone d'activités de Mâcon-Loché - 57, rue Mâcon-Chaintré 71000 Mâcon
- Code AIOT dans GUN : 0025300085
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Moreuil Distribution exploite sur le territoire de la commune de Mâcon un entrepôt de stockage.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 juillet 2007 n° 0702901.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- plan des installations et des zones à risques ;
- conditions de stockage ;
- moyens de détection d'incendie ;
- moyens de défense interne contre l'incendie.

Ces thèmes sont détaillés au travers de fiches de constats seulement lorsque les contrôles par sondages des installations ont mis en évidence des non-conformités aux dispositions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle?
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée?
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite?
- la prescription contrôlée?
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées?
 - les observations éventuelles?
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)?
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 1.4 selon les dispositions du II de l'annexe V	/	Sans objet
Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 22 selon les dispositions du II de l'annexe V	/	Sans objet
Moyens de défense incendie - Formation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 13 selon les dispositions du II de l'annexe V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- **2 non-conformités** ont été constatées sur les thèmes suivants :
 - le contenu de l'état des quantités de matières stockées ;
 - la maintenance des matériels de sécurité et de défense incendie ;
- 1 demande de compléments est formulée concernant la formation du personnel à la manoeuvre des moyens de défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 1.4 selon les dispositions du II de l'annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.
Constats : L'inspection a relevé une non-conformité en constatant que l'état des matières stockées présenté par l'exploitant ne répond aux objectifs précisés au point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 22 selon les dispositions du II de l'annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : L'inspection a constaté à son arrivée sur site que la centrale de détection d'incendie, organe principal du système de sécurité incendie (SSI), présentait l'affichage de deux voyants rouge signalant les codes défaut "feu" et "déclencheurs manuels". L'inspection des installations classées relève une non-conformité en constatant que l'exploitant n'assure pas une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, et ce contrairement aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de défense incendie - Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 13 selon les dispositions du II de l'annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les robinets d'incendie armés (RIA) sont, au même titre que les extincteurs, des moyens de première intervention dans la lutte contre l'incendie ayant donc vocation à être utilisés par le personnel de l'établissement. L'exploitant transmettra des compléments à l'inspection des installations classées permettant de démontrer que des personnes désignées par l'exploitant ont été formées au fonctionnement et à la manipulation des ces RIA.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet